

Matthew Blackburn : le plan pour faire pression sur la Russie a une énorme faille

Matthew Blackburn est un analyste politique spécialisé dans la Russie et l'espace post-soviétique, qui publie fréquemment dans The National Interest et Responsible Statecraft. Suivez Matthew Blackburn sur X : <https://x.com/MJMBlackburn81> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> YouTube : <https://www.youtube.com/@GDiesen1> Soutenez la recherche : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à tous. Aujourd'hui, nous recevons Matthew Blackburn, analyste politique spécialisé dans la Russie et l'espace post-soviétique. Il publie régulièrement dans The National Interest et Responsible Statecraft. C'est un plaisir de vous revoir.

#Matthew Blackburn

Merci de m'avoir invité.

#Glenn

En fait, ce dont je voulais parler avec vous, c'était de l'un des articles que vous avez écrits, publié dans Responsible Statecraft, sur la stratégie de ces frappes en profondeur à l'intérieur de la Russie. Autrement dit, l'Occident semble avoir un plan : porter la guerre en Russie, comme ils le répètent. Ces frappes en profondeur consistent notamment à viser des cibles commerciales pour nuire à l'économie, mais aussi à faire ressentir la guerre à la société civile russe. L'objectif général serait donc que les Russes fassent pression sur le Kremlin pour mettre fin à la guerre. Et, de mon point de vue, cela semble être une stratégie risquée. Il est donc surprenant qu'il y ait si peu de discussions à son sujet, et sur les hypothèses sur lesquelles elle repose. Je voulais donc vous interroger sur cette stratégie. Parce qu'une grande partie de son succès dépend des intérêts de la Russie.

C'est-à-dire : quelles sont aussi les perceptions de menace de la Russie ? Quelles sont les pressions de politique intérieure ? Là encore, Poutine doit trouver un équilibre entre beaucoup de choses, entre de nombreux groupes d'intérêt. Et je pense que, souvent, une grande partie de cette analyse se perd lorsqu'on présente simplement Poutine comme une figure de dictateur qui gouverne seul,

sans avoir à prendre en compte toutes ces considérations. Mais, pour reprendre depuis le début, je me demandais si vous pouviez exposer cette stratégie de l'Occident, avec ces frappes sur les arrières russes : comment elle est menée, ce qu'elle est censée accomplir, mais aussi ce qui manque, au fond, dans ce plan ou dans cette analyse.

#Matthew Blackburn

Je pense qu'il faut commencer par reconnaître que, selon toute vraisemblance, ce plan vient d'Ukraine. Pas, à notre connaissance, d'une quelconque capitale européenne, ni même de Washington. Et c'est une réponse à l'échec de la guerre terrestre, de l'offensive de 2023. Alors, quelle est la théorie de la victoire de l'Ukraine ? Le soi-disant plan de victoire est présenté à Washington dans les mois qui précèdent l'élection présidentielle de 2024. Et Biden ne l'accepte pas, ne lui donne pas son feu vert. Le plan, c'est que l'Ukraine donne ses minerais, qu'elle obtienne une garantie de sécurité, et qu'elle ait aussi la possibilité de lancer ces nouvelles frappes en profondeur sur la Russie. Biden ne voulait pas le faire.

Trump en a été informé lorsqu'il était candidat à la présidentielle en deux mille vingt-quatre. Et donc, à ce stade, ce plan a potentiellement été soutenu par les Européens. Je n'en suis pas très sûr, mais il émane clairement de Kiev. Et, vous savez, l'idée concernant la Russie, selon ce plan, c'est que la Russie et Poutine ont mené cette guerre en étant préoccupés par l'opinion publique, par la stabilité — la stabilité politique et la stabilité macroéconomique. Et que si l'on augmente les enchères, pour ainsi dire, alors la Russie pourrait se coucher, si l'on considère cela comme une partie de poker. Et au début, bien sûr, cette campagne ne démarre pas immédiatement lorsque Trump arrive au pouvoir, en janvier deux mille vingt-cinq. Elle a été introduite très progressivement, d'une certaine manière, comme à contrecœur. En espérant que Trump l'approuve.

Ou bien est-ce que cela avait été secrètement approuvé plus tôt par Trump ? Nous ne le savons pas. Donc, là encore, essayer de comprendre qui est l'auteur de cette stratégie, ce n'est pas transparent. Mais, selon tous les témoignages, Zelensky la pousse. Et il y a une certaine marge d'action du côté ukrainien. Zelensky a très clairement cette vision de l'autocratie russe : elle est personnalisée, tout repose sur Poutine, elle est extrêmement corrompue. Et il connaît la Russie de première main. Il y a passé beaucoup de temps comme acteur et humoriste. Il a passé beaucoup de temps à Moscou. Il y a beaucoup d'amis. Et il connaît des personnes proches du système de pouvoir russe. Il n'a pas entièrement tort de dire qu'il y a certains éléments de pouvoir personnel et de corruption dans le système de Poutine.

Bien sûr que oui. Mais présenter Poutine comme un dictateur qui peut soudainement se mettre en colère, ou sur qui on peut faire pression, et qui va alors simplement changer de position, tandis que toute la Russie s'aligne derrière lui, c'est assurément une simplification. Comme tout homme politique qui réussit, surtout s'il est aussi une sorte d'autocrate moderne, il doit parvenir à équilibrer

les intérêts de groupes qui ont des attentes différentes et qui tentent d'influencer la politique de l'État. Et Poutine doit concilier ses propres idées, très claires, sur la souveraineté, la sécurité de la Russie et la nécessité de la stabilité, avec les exigences des élites, mais aussi avec l'opinion publique.

Et c'est quelque chose qu'il a réussi à faire, tout en recourant parfois à certaines techniques répressives et à des techniques de manipulation, mais aussi en prenant des mesures qui lui valent un certain soutien parmi les élites et dans la population. Donc, je pense que l'idée générale selon laquelle on peut accroître les souffrances de la population russe et susciter du mécontentement n'est pas totalement dénuée de fondement. Si vous examinez les données de sondage, comme nous le faisons dans cet article, et que vous regardez comment elles ont évolué au cours de la guerre, à mesure que les coûts ont augmenté, vous constatez que les personnes interrogées qui voient la guerre de manière plus pragmatique, comme un moyen d'atteindre un objectif concret... On dépense des ressources pour améliorer la sécurité de la Russie. On dépense des ressources, on supporte certains coûts, mais en contrepartie, le statut géopolitique de la Russie s'améliore. La position de la Russie, ses intérêts géopolitiques et géoéconomiques, sont servis.

Et ça... beaucoup de Russes n'ont pas de vision morale de la guerre, ni de vision idéologique. Ils entendent tout ça en permanence aux informations, mais ils n'adhèrent pas forcément aux discours sur le civilisationnisme, sur l'Occident sataniste, ou à ces cadres de lecture plus ésotériques, impérialistes et nationalistes de la guerre. Ni à l'idée qu'il faudrait détruire l'Ukraine en tant qu'entité fasciste. Cela ne se traduit pas forcément par une vision instrumentale. Ceux qui ont cette vision plus instrumentale sont aussi heureux de voir cette guerre confiée à des militaires professionnels, tout en étant protégés de ses coûts. Et tant que c'est le cas, ils peuvent tourner le dos à la guerre et continuer leur vie quotidienne.

Alors que les partisans les plus moralistes et idéologiques de la guerre ont tendance à être des militants, des bénévoles, à donner de l'argent, à suivre activement des chaînes Telegram et à réfléchir à la guerre. Ils deviennent des patriotes engagés et actifs. Et, dans ce processus, certains deviennent des patriotes critiques. Ils commencent à se demander : pourquoi Poutine mène-t-il la guerre de cette manière ? Cela semble dysfonctionnel. Il faut davantage de ressources. Il faut agir davantage. On a donc une sorte d'électorat patriotique et belliciste, qui représente une minorité des Russes. Et puis, il y a une majorité plus distante, dépolitisée et pragmatique, qui soutient malgré tout l'idée de la guerre de Poutine.

Ils pensent que la Russie ne peut pas perdre. Ils ont une loyauté envers leur pays. Mais ce sont eux qui, à mesure que le coût augmente, veulent voir la guerre prendre fin. À l'inverse, la minorité qui moralise adopte le point de vue opposé. Elle veut voir la guerre s'intensifier et être menée à un nouveau niveau, jusqu'à une issue victorieuse. Donc, je pense que, pour les décideurs occidentaux qui soutiennent le plan de victoire de l'Ukraine, ou sa version réduite en deux mille vingt-six, il vaut la peine de souligner que ce nouveau plan de victoire, contrairement à celui de deux mille vingt-

quatre, consiste désormais à geler les lignes de contact et à instaurer un cessez-le-feu. Ce n'est pas grand-chose. Il y a le plan des trois E, qui cherche encore à faire payer la Russie pour diverses choses liées à l'Ukraine.

Mais c'est, pour ainsi dire, une conception de la victoire bien plus limitée. Cela dit, l'idée selon laquelle on augmente les coûts repose sur une part de vérité quant à notre manière de comprendre l'opinion publique. Mais là où les choses commencent à dérailler, ou là où cela devient, à mon sens, une erreur de calcul, c'est de croire que si l'on mécontente la majorité instrumentale, elle deviendra alors un facteur de pression sur Poutine, qui finira par céder d'une manière ou d'une autre et par dire : « Bon, d'accord, cessez-le-feu. Vous m'avez eu. Je suis acculé, maintenant, parce que cette majorité passive, dépolitisée et instrumentale est mécontente. » Elle est mécontente, mais elle ne fera rien.

Parce qu'en Russie en temps de guerre, comme dans beaucoup d'autres pays en guerre, il manque des dirigeants prêts à intervenir pour tenter de tirer parti de ce sentiment. Et il y a un parti politique en Russie, peut-être le seul, dont le dirigeant est Iavlinski, du parti Iabloko. C'est un petit parti libéral marginal, qui existe depuis l'époque d'Eltsine. Je crois qu'il recueille moins de un pour cent des voix, si je me souviens bien, et il reste légal. Iavlinski est l'une des principales personnes à parler de la nécessité de mettre fin à la guerre, parce que le coût est trop élevé. Il n'est pas nécessaire de continuer. Certains éléments laissent penser que des gens à la Banque centrale et au ministère des Finances sont d'accord.

Il y a ce qu'on appelle le bloc économique autour de Poutine, qui estime que les coûts de la guerre ont échappé à tout contrôle et que l'économie va surchauffer. Il y a donc une solide logique pragmatique à mettre fin à cette guerre. Mais le parti de Iavlinski, Iabloko, a vu plusieurs de ses membres arrêtés. Et je ne pense pas qu'ils soient en mesure de s'adresser ouvertement et avec force à la population russe lors des prochaines élections à la Douma. Et je ne pense certainement pas que les gens du ministère des Finances ou de la Banque centrale vont soudainement se mettre à parler haut et fort de paix, ni à faire des déclarations politisées à ce sujet. Et parmi les principales nominations de Poutine, il y a beaucoup de gens que l'on pourrait qualifier de technocrates.

En réalité, des technocrates formés en Occident, dans de nombreux cas, qui ne parlent jamais de tout ça... Ils ne semblent pas recourir à ce genre de discours idéologique hyperpatriotique. Ils font simplement leur travail au sein du gouvernement. Comme, par exemple, le Premier ministre, Michoustine, ou même le maire de Moscou, Sobianine. Mais ils restent silencieux, c'est ça que je veux dire. Ils ne mèneront pas une campagne publique en faveur de la paix. Et ceux qui auraient pu le faire ont, pour la plupart, quitté la Russie en deux mille vingt-deux. Ce sont les personnes davantage prêtes à prendre des risques, à descendre dans la rue avec une pancarte. Donc, je pense que la grande erreur de calcul, c'est de croire qu'on peut augmenter les coûts et que cela forcera la main de Poutine.

Et comme le savent beaucoup d'autres commentateurs, ou toute personne ayant des connaissances élémentaires en histoire militaire, les tentatives passées d'utiliser des campagnes de bombardements massifs pour briser la volonté de combattre de l'adversaire ont échoué. Beaucoup de gens citeraient l'Allemagne et le Japon comme exemples, pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais on peut aussi regarder le Nord-Vietnam et la Corée du Nord. Ils ont été lourdement bombardés, avec un très grand nombre de victimes civiles, et leur volonté n'a pas plié. Bien au contraire. À bien des égards, cela a renforcé leur volonté de se battre jusqu'au bout et de ne faire aucun compromis. Bien sûr, dans le cas de la Corée du Nord, ils ont fini par faire des compromis lorsque la Chine et l'URSS leur ont forcé la main. Tandis que le Nord-Vietnam, lui, n'a pas vraiment fait de compromis. À la fin de leur lutte, ils ont obtenu ce qu'ils voulaient.

Voilà quelques-uns des arguments que j'avancerais pour expliquer pourquoi tout ce discours sur la manière dont l'Ukraine pourrait faire pression sur la Russie afin d'obtenir un cessez-le-feu ne paraît tout simplement pas très réaliste. Et bien sûr, l'autre face de la médaille, c'est ce qui se passe en Ukraine en ce moment. C'est quelque chose qui est toujours passé sous silence dans ces commentaires. Ils ne veulent jamais faire une comparaison directe. Pourtant, il faut en faire une. Parce que, dans une guerre d'usure, c'est comme deux boxeurs qui dépassent le dixième round. Mais la différence entre la boxe et une guerre d'usure, c'est qu'il n'y a pas de gong. Ça continue aussi longtemps qu'il le faut, jusqu'à ce que l'un des deux boxeurs meure ou s'effondre. Et c'est là qu'il faut regarder les deux boxeurs, voir dans quel état ils sont, pour comprendre qui va céder à la pression, qui va craquer le premier.

#Glenn

Non, c'est aussi l'une des choses qui m'inquiètent souvent. C'est-à-dire que nous n'avons pas vraiment d'analyse objective et claire des pertes des deux côtés. Et je remarque que c'est, en partie, intégré au langage lui-même. Si quelqu'un affirme que, bon, en réalité, les Ukrainiens subissent davantage de pertes, et qu'on peut citer n'importe quels chiffres, par exemple sur les drones ou l'artillerie, alors ce serait immédiatement rejeté. Je pense que cela serait perçu comme pro-russe, parce que cela saperait la croyance dans la guerre. Et si cela est connu, cela pourrait, vous savez, affaiblir le soutien de l'opinion publique à la guerre et au financement. Cela devient donc une prophétie autoréalisatrice. Nous avons donc une manière de construire des récits qui se protègent des faits. Mais au fait, concernant la possibilité d'une dissidence croissante au sein de la Russie, comme je l'ai mentionné l'an dernier, vous avez évoqué Grigori Iavlinski, parmi les libéraux en Russie.

Je l'ai rencontré au Vatican l'année dernière, et je connais ses positions. Mais je posais souvent la question, vous savez, parce qu'on a tous ces slogans : « Amenez les Russes à la table des négociations », « Ils doivent accepter la paix ». Mais qu'est-ce que la fin de la guerre signifie réellement ? Si nous voulons mettre fin à la guerre, que signifie la paix ? Parce que, comme vous l'avez dit, l'Union européenne et les Britanniques ont tendance à définir cela comme un cessez-le-feu. Mais quand vous demandez à l'Union européenne ce qui apporterait une paix durable, ils répondent :

l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Il nous faut des soldats de maintien de la paix de l'OTAN en Ukraine. Tous les territoires, y compris la Crimée, doivent revenir sous contrôle ukrainien, ce qui les placerait alors, de fait, sous influence de l'OTAN.

Et pour obtenir aussi, comme vous l'avez dit, des réparations. L'Union européenne veut de l'argent parce qu'elle a prêté beaucoup d'argent à l'Ukraine. Elle doit donc puiser dans les fonds russes qu'elle a gelés. Donc, même s'il y a un cessez-le-feu, on a l'impression que ce ne sera qu'une pause temporaire, parce que... Et pour la Russie, cela pourrait être perçu comme problématique. Car il faut revenir à la perception de la menace du côté russe. Ce dont beaucoup de gens, en Occident, n'aiment même pas souvent parler, c'est que les Russes y voient une menace existentielle. Pas l'Ukraine seule, mais la crainte que l'OTAN utilise l'Ukraine comme un instrument. Et, vous savez, j'ai tendance à voir les choses de la même manière.

Mais, vous savez, les perceptions... La seule chose qui compte vraiment, c'est ce que perçoivent les Russes. Parce que s'ils y voient une menace existentielle, peu importe ce que pense qui que ce soit dans l'Union européenne, c'est sur cette base qu'ils agiront. Donc je me demande simplement quelle marge de manœuvre il y a, si les entreprises connaissent des perturbations, si l'économie se dégrade, pour que la Russie accepte réellement cette paix ou mette fin à la guerre dans le cadre proposé par l'Union européenne. Parce qu'ils répètent qu'il faut les amener à la table des négociations. Mais, techniquement, les Russes y étaient avec les États-Unis. Les Européens ne les appellent pas.

Les Américains ont mis un accord sur la table, apparemment à Anchorage, et les Russes ont dit : « D'accord, très bien, on part là-dessus. » Puis, semble-t-il, les Américains sont revenus en arrière. Donc je me demande, sur cet aspect-là — c'est-à-dire qu'on force les Russes à venir à la table des négociations —, qu'est-ce que l'Union européenne exige exactement à cette table des négociations ? Parce que le niveau de pression nécessaire dépend de l'objectif qu'on veut atteindre. Car la paix devient un terme très ambigu. Et quand on l'analyse, on voit que cela pourrait signifier, en substance, quelque chose qui représente une menace existentielle pour les Russes.

#Matthew Blackburn

Je pense que vous avez raison : les Européens ne proposent pas une issue réalisable à cette guerre. En substance, ce qu'ils proposent, c'est : appelons ça un match nul, un cessez-le-feu, puis on oublie tout le reste. Nous nous occuperons de l'Ukraine. Vous, vous gardez les portions de territoire que vous avez, et nous ne les reconnâtrons pas. Et ce sera une sorte de... paix dont on ne sait pas très bien ce qu'elle serait ni à quoi elle ressemblerait. Donc, je pense que c'est voué à l'échec, parce que tout cela commence par un conflit politique. Il y a un conflit politique au cœur de cette affaire. Prétendre qu'il n'y a pas de conflit politique au cœur de tout cela, c'est dénaturer la nature même du conflit. Et c'est ce qui est fait, de manière constante.

Il est très difficile de parler des motivations de la Russie dans le contexte actuel, dans l'atmosphère actuelle. Je veux dire, les commentateurs occidentaux avancent à plusieurs reprises quelques arguments sur ce que la Russie considère comme une menace. Je pense qu'il vaut la peine de les signaler et, peut-être, de soulever quelques questions à leur sujet. Le premier, c'est que Poutine confond l'idée de survie du régime avec la sécurité nationale, et qu'il perçoit la démocratie ukrainienne comme une menace personnelle pour lui, pour ses proches et pour son régime. Il devrait donc écraser la démocratie, en quelque sorte l'étrangler à mort en Ukraine. Et c'est ainsi qu'il pourra perdurer. Voilà donc une des variantes de la perception russe de la menace, telle qu'elle est présentée dans de nombreux cercles d'experts occidentaux.

Et bien sûr, d'accord, il y a peut-être une part de vérité là-dedans. Dans la mesure où, quand les relations entre la Russie et l'Occident commencent à se dégrader, les milieux sécuritaires russes et l'establishment politique mettent en avant les révolutions de couleur comme faisant partie d'une boîte à outils utilisée par l'Occident pour déstabiliser la Russie, l'encercler, et tenter de changer les gouvernements des États voisins afin d'affaiblir la Russie sur le plan géopolitique et, au bout du compte, de saper sa souveraineté. Et ils appellent ça une guerre hybride. C'est la doctrine Gerasimov : selon elle, l'Occident mène une guerre hybride contre la Russie. Mais ce n'est pas tout à fait la même chose que ce que je viens de dire : à savoir la peur que la démocratie se propage en Russie. Il existe beaucoup de régimes autocratiques qui se sont maintenus pendant des décennies sans avoir besoin d'être en guerre avec un voisin démocratique. Prenez le Mexique, la Corée du Sud, Singapour. Ils n'ont pas besoin d'une guerre pour se maintenir.

Et il y a un autre aspect, une autre façon de réfuter cela : toute cette idée d'une guerre de diversion. Poutine devrait mener cette guerre, d'une manière ou d'une autre, pour détourner l'attention de la population de la corruption et de l'incompétence de son gouvernement. Mais en 2021, il n'y a pas de campagne médiatique pour préparer la population russe à une grande mobilisation et à une grande guerre. Ce n'est pas nécessaire, parce que les taux de popularité de Poutine étaient déjà remontés à des niveaux assez bons au milieu de l'année 2021. Et la population, vous savez, n'est pas préparée à cette guerre. C'est donc, selon moi, une idée fausse que de réduire cela à une opposition entre autocratie et démocratie, comme si c'était la nature fondamentale du conflit. Et c'est une manière très dangereuse de présenter le conflit, parce que cela signifie essentiellement qu'il ne peut pas être résolu tant que l'autocratie n'est pas détruite, ou que la démocratie n'est pas détruite. Et c'est plus ou moins ainsi que beaucoup de gens le voient. D'accord, voici une autre manière de présenter les motivations russes, qui, selon moi, est trompeuse, même si, là encore, elle contient une part de vérité : Poutine veut dominer ses voisins post-soviétiques et leur retirer leur souveraineté.

La Géorgie, la Moldavie, l'Ukraine sont les cas qu'on cite habituellement. Et il y a une part de vérité là-dedans, dans le sens où la sécurité nationale russe, telle qu'elle est perçue au Kremlin, exige qu'il y ait un certain levier dans ces pays, afin que la Russie ait le sentiment que sa voix est entendue. Et ils ne veulent pas que ces pays deviennent ouvertement hostiles à la Russie, qu'ils ferment leurs frontières et qu'ils rejoignent l'OTAN. Je veux dire, c'est une préoccupation sécuritaire assez

classique pour n'importe quel grand pays. Et même si vous n'êtes pas une grande puissance, si vous êtes une puissance moyenne ou une petite puissance, cela vous préoccupe aussi. Mais présenter le désir de disposer d'un levier, l'interpréter à tort comme une volonté de domination totale de ces pays, de les annexer et de les contrôler... je veux dire, ce n'est pas ce que nous montre l'histoire récente.

Dans le cas de la Géorgie, ils ont utilisé l'outil du séparatisme pour déstabiliser le gouvernement géorgien de Saakachvili en Ossétie du Sud et en Abkhazie. Ils s'en sont servis comme d'un mécanisme pour dire : eh bien, nous pouvons vous créer beaucoup de problèmes si vous essayez d'adhérer à l'OTAN, et nous pouvons rendre votre adhésion à l'OTAN impossible. Et cela a marché dans le cas géorgien. Mais cela ne s'est pas pour autant traduit par une domination de la Géorgie par la Russie. Je ne crois pas que le gouvernement du Rêve géorgien soit dominé par Moscou, même si certains libéraux assez idéologisés l'affirment. Je ne pense pas que les preuves soient là. Je pense que la Géorgie entretient des relations avec de nombreux voisins différents et qu'elle suit, dans une large mesure, sa propre voie. Et puis, si l'on regarde l'Ukraine et ce qui s'est passé, vous savez, la Russie a évidemment commis une transgression majeure des normes internationales en annexant la Crimée.

Et cela a provoqué une grave escalade : une crise politique intérieure est devenue une crise géopolitique. Mais, bien sûr, le Kremlin disait agir ainsi parce que nous soutenions — que l'Occident soutenait — un coup d'État. Or, la Russie faisait simplement la même chose qu'en Géorgie. Elle instrumentalisait un mouvement séparatiste pour freiner l'expansion de l'influence occidentale dans cet État voisin. Et elle a aussi réussi, dans la mesure où l'Ukraine ne pouvait pas rejoindre l'OTAN. Le processus de Minsk II a alors été mis en place. Mais Minsk II était-il un outil de domination russe ? C'est ce qu'affirment souvent les nationalistes ukrainiens. Pourtant, selon tous les témoignages, s'il avait été appliqué, ces régions seraient revenues à l'Ukraine, et cette guerre n'aurait peut-être jamais atteint l'état dans lequel elle se trouve aujourd'hui.

Donc, interpréter cela de travers, ou réduire toute la présentation à la domination russe, c'est en quelque sorte l'interprétation conventionnelle à laquelle nous avons été soumis. Alors, comment la remplacer par une évaluation plus juste de la perception russe de la menace ? Comme je l'ai déjà dit, je pense qu'il faut prendre un peu plus au sérieux cette idée de guerre hybride et la peur d'une révolution de couleur, et les relier à un concept central qui traverse le discours politique russe depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir : la souveraineté.

Et bien sûr, vous savez, beaucoup de gens rejettent le discours sur la souveraineté en y voyant une sorte de paravent pour l'impérialisme russe. Et vous savez, c'est un débat distinct qu'on peut avoir. Mais la quête de statut dans laquelle la Russie s'est engagée, ainsi que son idée de la sécurité nationale, sont façonnées par son histoire, par son immense territoire, par ses frontières longues et poreuses, et par le fait qu'elle a constamment été envahie. Elle a besoin de zones tampons, ou de la

conviction que certaines zones autour de son territoire sont sûres ou neutres. Je veux dire, c'est un fait observable de l'histoire russe, si vous êtes spécialiste des études de sécurité. Ce n'est pas contestable.

Et si vous regardez la conception que Poutine a de la souveraineté, elle est assez westphalienne. Et elle paraît assez démodée à l'esprit européen, de 1989 jusqu'à aujourd'hui. Mais si vous voulez essayer de comprendre la mentalité de Poutine, ce que la souveraineté signifie pour lui, je pense qu'il faut regarder ce qui se passe au Moyen-Orient. Il a suivi de très près les évolutions au Moyen-Orient. Et pour Poutine, ce qui s'est passé là-bas, c'est que l'Occident a complètement nié le concept de souveraineté des États. Il a renforcé Israël. Il s'est opposé à tous les pays qui ont poursuivi leur propre agenda souverain et indépendant.

La Libye, l'Irak, l'Iran, la Syrie. Ils ont employé toutes sortes de moyens pour les affaiblir : un blocus économique, ou renverser le gouvernement, ou envahir le pays — une invasion à grande échelle — ou tuer le dirigeant, comme Kadhafi, par exemple. Et puis, de l'autre côté, ils ont soutenu les gouvernements pro-occidentaux en tant qu'États clients : l'Égypte, la Jordanie, l'Arabie saoudite, les États du Golfe. Et, en ce sens, le Moyen-Orient est dominé par l'Amérique. Et, dans l'esprit même de Poutine, il n'y a aucun centre de pouvoir souverain. Donc, ce que Poutine veut faire, c'est empêcher que cela se produise dans l'espace post-soviétique. C'est ainsi que j'interprète sa vision. Ce n'est pas mon point de vue. Ce n'est pas mon avis sur ce qu'il faudrait faire.

Mais c'est mon interprétation, au mieux de ce que je peux comprendre de ses écrits et de ses discours au cours des dernières décennies. Et donc, quand on regarde l'Ukraine et la première phase de ce conflit, en deux mille quatorze, elle présente bien les caractéristiques d'une guerre hybride qui l'a précédée. Si l'on dit que la guerre hybride consiste notamment à soutenir, à interférer dans la politique intérieure d'un pays — l'Ukraine, en l'occurrence — et à essayer de placer ses propres hommes au pouvoir, en utilisant toutes sortes de moyens, par tous les moyens possibles, alors les Russes observent cela. Et c'est pour cette raison qu'ils ont annexé la Crimée. L'annexion de la Crimée est leur réponse à ce qu'ils perçoivent comme des activités hybrides occidentales en Ukraine. Or, reconnaître que les Russes perçoivent la guerre hybride occidentale comme une menace pour leur sécurité fondamentale, c'est presque impossible aujourd'hui. C'était déjà très difficile de faire passer cette idée entre deux mille quatorze et deux mille vingt-deux, et ça l'est toujours.

Maintenant, que faudrait-il pour instaurer une forme de paix dans laquelle la Russie aurait le sentiment de ne plus dépenser son énergie dans une compétition de guerre hybride avec l'Occident, en Ukraine, en Géorgie et dans les pays qui l'entourent ? À quoi cela pourrait-il ressembler ? Et je pense que nous sommes très, très loin de voir un dirigeant européen s'exprimer d'une manière qui reconnaîtrait la Russie, ou la part de responsabilité, le rôle que l'Occident a joué dans la création des conditions de cette guerre. Nous en sommes très loin. Enfin, corrigez-moi si je me trompe : y a-t-il aujourd'hui quelqu'un au pouvoir en Europe qui ait fait une déclaration allant dans ce sens ?

Toute déviation par rapport à ce récit manichéen d'une pure agression russe, d'un pur impérialisme russe, du désir pur d'un autocrate d'éteindre l'État démocratique et d'absorber des territoires ? Et si cette version, disons pour les besoins de l'argumentation, est correcte, alors nous devons avoir une Troisième Guerre mondiale avec la Russie. Nous devons réellement détruire le régime de Poutine, n'est-ce pas ? Parce que nous ne pouvons pas avoir la paix. Mais ce n'est pas la voie que suivent les dirigeants européens. Leur position, ce n'est ni la guerre ni la paix. Ce qui était bien sûr une formule de Trotski, qui pensait qu'après la Révolution d'Octobre, on pouvait n'avoir ni guerre ni paix avec les Allemands.

Et bien sûr, c'était une stratégie qui a échoué, et Lénine a signé le traité de Brest-Litovsk. Mais ce n'est qu'une note de bas de page historique. Ce n'est pas vraiment si pertinent. Mais la question, c'est : est-ce vraiment une stratégie viable, ni paix ni guerre ? N'est-il pas plus probable que nous restions simplement au bord d'une escalade en spirale, jusqu'à un affrontement final entre les États européens et la Russie ? Je veux dire, nous restons au bord de cette spirale et nous nous demandons : quand est-ce que cela va enfin arriver ? Est-ce seulement après cette escalade que nous allons de nouveau prendre au sérieux la question de la guerre et de la paix, et peut-être reconsidérer notre adhésion à certaines de ces visions, à mon sens très unilatérales, de la perception de la menace russe ?

#Glenn

Je pense que cette vision en noir et blanc est en fait au cœur du problème, quand il s'agit de trouver un règlement ici. Parce que même reconnaître les intérêts fondamentaux de sécurité de la Russie le long de ses frontières, ce serait impossible à discuter dans l'ensemble de l'Occident politique. Car, comme vous l'avez dit, la première réaction serait : « Eh bien, alors vous plaidez pour la domination russe. » Mais en 2008, quand l'OTAN a pris pour la première fois cet engagement d'étendre l'OTAN à la Géorgie et à l'Ukraine, un concept est venu du Kremlin. Je crois que c'est Dmitri Medvedev qui l'a avancé le premier : la Russie ne voulait pas de sphères d'influence, mais de sphères d'intérêt. Or, vous avez établi une distinction conceptuelle claire. Comme vous l'avez dit, une sphère d'influence suppose une domination, ou du moins une influence exclusive. Et c'est généralement ce que nous supposons que les Russes veulent.

Mais il soutenait que nous n'avons plus besoin de ça. Ça appartient à une époque révolue. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une sphère d'intérêts. Et il disait, en substance, que non, nous ne revendiquons pas une influence exclusive. Mais lorsque d'autres grandes puissances agissent à nos frontières, vous ne pouvez pas le faire sans tenir compte de nos intérêts. Et cela aussi a été très vite écarté, surtout par les Européens, mais aussi par les Américains. Ils faisaient valoir que cela impliquait une souveraineté limitée pour les voisins, et que les voisins devraient pouvoir faire tout ce qu'ils veulent. Mais pour moi, ça sonne bien, c'est joli, mais c'est absurde, parce que ça n'a jamais

été le cas. Je dirais, par exemple, que les Américains ont une sphère d'intérêts au Mexique. Autrement dit, les Américains ne revendiquent pas une influence exclusive au Mexique. Ce serait absurde.

Mais on ne peut pas faire comme si le Mexique était libre d'installer des bases militaires chinoises et des missiles russes. Enfin, ça n'arrivera pas. Autrement dit, quand d'autres grandes puissances opèrent aux frontières des États-Unis et du Mexique, elles doivent tenir compte des préoccupations américaines en matière de sécurité. Là encore, ce serait une sphère d'influence. Et vous savez, dès lors qu'on peut discuter des nuances, au lieu de tout voir en noir ou blanc, on peut éventuellement avoir une discussion sensée. Enfin, vous disiez la même chose à propos de la Géorgie. Aujourd'hui, la Géorgie reconnaît, pour l'essentiel, cette sphère d'influence. Elle affirme qu'il faut reconnaître la réalité politique telle qu'elle est. Autrement dit, si nous essayons d'adhérer à l'OTAN maintenant, les Russes ne l'accepteront jamais, et ils ont, en pratique, un droit de veto. Si ce n'est pas au sein d'une institution, ce sera par la force militaire.

Et je constate souvent que l'Union européenne réagit en se disant : bon, eh bien, j' imagine que maintenant, ce sont les sbires de Poutine qui dirigent la Géorgie. Mais vous êtes allé en Géorgie vous aussi. C'est tout simplement faux. Beaucoup d'entre eux aspirent à ceci : nous voulons rejoindre l' Union européenne. Dans l'idéal, nous aurions pu rejoindre l'OTAN, mais nous devons respecter la réalité telle qu'elle est. Mais cette petite zone grise, le fait de reconnaître que ce n'est ni tout l'un ni tout l'autre, que c'est la réalité, il est quasiment impossible de l'admettre en Europe aujourd'hui. Ce qui rend la discussion si difficile. Et c'est pour ça que tout devient soit la démocratie, soit l'autocratie. Et j'ai pensé que c'était la même chose concernant les objectifs russes, parce que lorsqu'ils sont entrés, les deux principaux récits qu'on nous a servis en 2022, c'était, vous savez : c'est non provoqué. Ce qui laisse entendre qu'ils n'ont aucune préoccupation de sécurité.

Ce n'est, vous savez, qu'une acquisition territoriale et aussi une guerre à grande échelle. C'est quelque chose qu'ils répètent encore dans chaque phrase. Mais je trouve ça fascinant parce que, de ce dont je me souviens, en 2022, quand les Russes sont entrés, ils n'ont pas mené une guerre à grande échelle. En fait, le premier mois, ils ont largué moins de bombes que l'Amérique n'en a largué le premier jour en Irak. Et de nombreux analystes liés au gouvernement américain ont estimé que, eh bien, ils ne voulaient pas compromettre la possibilité d'une diplomatie en employant une force excessive. Pourquoi auraient-ils voulu de la diplomatie ? Eh bien, Zelensky nous a dit, dès le premier jour de l'invasion russe, que Poutine les avait déjà contactés. Il voulait négocier la neutralité de l'Ukraine en échange du retrait de la Russie, ce qui constituait la base d'Istanbul.

Je veux dire, c'est... on n'a pas le droit d'en discuter, ce qui rend toute analyse très difficile. Parce que j'ai essayé d'expliquer que les Russes ne voulaient pas vraiment de territoire. C'était un moyen, pas une fin. Ce qu'ils voulaient, c'était la neutralité. Et dès lors que vous reconnaissez leurs préoccupations en matière de sécurité, il y a toujours ce tour de passe-passe qui consiste à dire : eh bien, vous le justifiez, ou vous lui donnez une légitimité, ce genre de choses. Je... c'est... comment peut-on alors avoir un véritable débat là-dessus, pour faire ce que nous faisons habituellement ? Si

vous voulez trouver la paix, la première chose à faire, c'est de vous mettre à la place de l'autre. Mais que faites-vous si cela est considéré comme une trahison ? Parce que si nous voulons vraiment pousser la Russie à conclure un accord, nous devons forcément déterminer quel type d'accord pourrait être possible pour les Russes. Oui.

#Matthew Blackburn

Eh bien, en tant qu'universitaire, mon travail consiste à essayer d'arriver à l'interprétation la plus claire possible, puis à entendre pourquoi elle est erronée. Et bien sûr, cela est devenu impossible en février 2022. C'était une autre époque. Mais aujourd'hui, il est un peu plus facile d'avoir des discussions, d'avoir une forme de débat universitaire et, vous savez, d'essayer de prendre du recul par rapport à toutes les exagérations sur la manière dont cela... Vous savez, l'action de la Russie en février 2022 est un acte d'agression militaire. Cela ne fait aucun doute. Mais ce que nous pouvons dire, c'est que Poutine a ramené Clausewitz en Europe en 2022 : la guerre comme prolongement de la diplomatie par d'autres moyens. Nous, Européens, pensions que cela avait pris fin. Nous pensions que cela avait pris fin. Et quand les Russes disaient : « Vous menez contre nous une guerre hybride », on appelait ça de la propagande.

Et la plupart des Européens pensaient : « Nous ne menons pas de guerre hybride contre la Russie. » Alors Poutine dit : « Eh bien, on en a assez de la guerre hybride. Faisons une guerre conventionnelle, et voyons ce que ça donne. » Et ce que fait Poutine, vous le remarquerez, c'est dire qu'il est légitime, pour des États souverains, de mener une guerre limitée pour des objectifs géopolitiques limités. Or, c'était une composante tout à fait normale de la vie européenne dans le système westphalien. Et corrigez-moi si je me trompe, mais aussi dans le système du Concert européen, cela était considéré comme légitime, même si cela avait peut-être évolué depuis la période westphalienne. Et je pense que cela renvoie à ce que vous disiez plus tôt : pourquoi l'idée de Medvedev sur les zones d'intérêt a été ignorée, pourquoi nous semblons ne jamais comprendre ce que demande le Kremlin. C'est dû à un décalage fondamental dans la manière dont les concepts politiques sont compris.

Deuxième point : la souveraineté et la démocratie. Donc, même avant la crise géorgienne de 2008, Vladislav Sourkov avait élaboré le concept de démocratie souveraine. Ce faisant, il résumait simplement ce qui devenait la position russe. D'abord, sur la souveraineté : une vision traditionnelle de la souveraineté, indivisible au sens hobbesien, et une conception westphalienne de la souveraineté comme quelque chose que tous les États doivent prioriser, préserver et conserver. La seule chose qu'ils ne veulent pas perdre. Ensuite, ils ont aussi élaboré une idée de la démocratie, liée à l'idée de Carl Schmitt d'une forme de démocratie majoritaire, ou même à l'idée de Max Weber d'une démocratie du chef. L'objectif était de dissocier l'idée de libéralisme de celle de démocratie.

On peut donc avoir la démocratie sans le libéralisme. C'était une idée très répandue dans de nombreux pays non occidentaux, mais largement rejetée dans les cercles d'analyse occidentaux. Et en Occident, en même temps, ne l'oublions pas, l'idée de souveraineté, c'est : nous n'en avons pas

besoin. Nous mettons notre souveraineté en commun au service d'une cause supérieure, dans des organisations supranationales, qui nous apportent le bien supérieur d'une civilisation mondiale, la nôtre. Et si vous êtes un pays intelligent, vous voulez rejoindre notre groupe. Vous voulez nous céder votre souveraineté, la mettre en commun avec nous, et bénéficier de ces avantages, de ces bénéfices mutuels de la souveraineté partagée. Et en même temps, après 1989, l'idée même de démocratie a été profondément reconfigurée pour devenir une liste de critères définis par des ONG de démocratisation libérale. Tout à coup, la démocratie libérale avait un menu... pardon, une recette, devrais-je dire.

Et il suffisait de suivre les instructions de cuisson, et on l'obtenait. Et si on ne suivait pas les instructions de cuisson, alors on était malfaisant. Je veux dire, c'est une façon un peu comique de le décrire, mais c'est un énorme problème. Donc, si on revient à l'idée que Poutine dit qu'il s'agit d'une guerre limitée, visant à atteindre un objectif diplomatique par des moyens autres que la diplomatie, parce que la diplomatie est épuisée et devenue impossible, je pense qu'il faut reconnaître que Poutine a peut-être fait un faux pas, ou qu'il a pris un gros risque. Car l'une des raisons pour lesquelles l'approche clausewitzienne de la guerre a été discréditée, c'est qu'à l'époque du nationalisme, on ne pouvait pas avoir une guerre limitée sans qu'elle ne devienne une guerre majeure ou totale, une guerre du peuple.

Et je pense que le haut commandement allemand l'a reconnu après 1870. Une fois qu'ils avaient mené la guerre contre la France, qui avait été très réussie, ils ont compris que cela aurait pu déclencher une guerre populaire. Ils auraient alors été entraînés dans des combats plus profondément en France. Le haut commandement allemand en a discuté, et cela a influencé leur réflexion : pouvaient-ils encore mener des guerres plus limitées, du type des guerres bismarckiennes ? Puis, au XXe siècle, nous avons les armes nucléaires, qui mettent un terme à tout cela. Vous savez, avec des armes nucléaires, on adopte en quelque sorte une approche clausewitzienne de la guerre, n'est-ce pas ? On a donc des guerres par procuration.

Et les guerres par procuration durant la guerre froide, comme vous en avez longuement parlé avec John Mearsheimer, vous savez, elles étaient limitées à des endroits où l'on considérait qu'il était sans danger de se livrer à une compétition. Le Vietnam, l'Angola, la Corée étaient jugés suffisamment petits pour que cela ne dégénère pas en troisième guerre mondiale. Et rien ne montre que les États-Unis aient jamais envisagé d'ouvrir une guerre par procuration quelque part en Finlande, en Autriche ou sur le théâtre européen, parce qu'ils comprenaient que l'Union soviétique était prête à faire la guerre pour cela. Elle était sur le pied de guerre, et on aurait alors eu une guerre conventionnelle, qui aurait pu basculer en guerre nucléaire. Donc, pour Poutine, entreprendre cette action en février deux mille vingt-deux, ce n'est pas la même guerre par procuration que pendant la guerre froide. Et très vite, il commence à recourir à une forme de rhétorique nucléaire pour appuyer son action.

Et il est convaincu d'avoir la maîtrise de l'escalade. Il est aussi fermement convaincu que l'Occident n'est pas engagé en Ukraine de la même manière que la Russie. Et que, par conséquent, l'Occident finira, en quelque sorte naturellement, par céder, changer de position et reconnaître les

préoccupations russes. Il pense donc pouvoir rester dans ce cadre de base. Or, il s'est trompé dans le premier cas, en février deux mille vingt-deux. Parce que... enfin, je veux dire, l'un des aspects qui me paraît mystérieux dans l'approche de Poutine, en février deux mille vingt-deux, c'est qu'au lieu de formuler un objectif précis et limité, il a parlé de démilitarisation et de dénazification, ce qui pouvait vouloir dire quantité de choses.

Alors, pourquoi est-ce qu'il ne peut pas simplement formuler une vision de la guerre de type clausewitzien ? Parce qu'elle est illégitime. Et elle l'a toujours été. Enfin, pardon, elle est illégitime depuis qu'il est président. Et il a toujours dû s'appuyer sur d'autres ressorts, comme l'identité, le statut, et un langage émotionnel, pour justifier ce qui se passe, pour expliquer pourquoi la Russie doit s'affirmer face à l'Occident dans l'espace post-soviétique. Il doit donc envelopper tout cela dans ce langage de la culture, de l'histoire nationale, de l'identité, et dans tous ces discours selon lesquels l'Ukraine serait fasciste. Ce qui, vous savez... Je ne sais pas si... Je ne pense pas qu'un analyste sérieux dirait que l'Ukraine est un État fasciste en 2022, sous Zelensky.

Enfin, voyons. Ce n'est pas un argument sérieux, si l'on sait ce qu'est réellement le fascisme au sens historique. Donc, selon moi, une partie des difficultés à comprendre ce que fait la Russie, ce qu'elle cherche à accomplir, vient de ses propres erreurs dans la présentation de ses objectifs de guerre, de ses propres échecs de communication, de sa mauvaise stratégie d'information. Et je pense aussi que, vous savez, nous ne semblons pas disposés à le comprendre comme une guerre limitée. Comme vous l'avez dit plus tôt, on a parlé d'une invasion à grande échelle. Or, ce n'est pas une invasion à grande échelle parce que, vous savez, j'ai dû avancer cet argument plusieurs fois auprès de différents collègues, et peu d'entre eux l'apprécient, parce que ça donne l'impression que je dis que j'approuve l'invasion russe, alors que ce n'est pas le cas.

Je ne dis pas que ça me plaît parce que ce n'est pas à grande échelle. J'essaie simplement d'être précis et de parler de l'ampleur et de l'étendue. Cela pourrait être une invasion à grande échelle s'ils mobilisaient un million d'hommes, s'ils commençaient à produire tous les chars nécessaires et la très grande supériorité de forces requise pour percer sur certaines parties du front, pour disposer d'un avantage de trois contre un sur certains secteurs, et pour mener quelque chose qui s'apparenterait à une guerre éclair. Mais qualifier février 2022 de guerre éclair, c'est tout simplement de l'illettrisme militaire. Dans un livre, je crois, sur la dissuasion, John Mearsheimer a écrit, en 1982, un ouvrage fondé sur sa thèse de doctorat. Il y exposait trois grandes manières dont les pays déclenchent un conflit en tant qu'agresseurs. L'une d'elles, c'est la guerre éclair.

C'est une forme de guerre très particulière, qui exige une préparation très particulière. Et elle ne concerne qu'une minorité des guerres. Or, ce n'est pas ce qui s'est passé en février deux mille vingt-deux. Il n'y a pas eu de concentration de forces de cette nature, comme lorsque l'Allemagne nazie a envahi la Pologne et l'URSS, ou lorsque l'Amérique a envahi l'Irak. La deuxième façon de déclencher une guerre, c'est une guerre limitée et de courte durée. Elle vise à prendre l'adversaire par surprise, à créer des faits accomplis sur le terrain et à le contraindre à un règlement. C'est ce qui s'est passé en février deux mille vingt-deux. Le troisième grand mode de conflit, c'est la guerre d'usure. On n'

essaie pas, vous savez, de percer les lignes pour obtenir une victoire rapide, nette et immédiate. On cherche à submerger lentement chaque citadelle, une par une.

C'était le Nord contre le Sud pendant la guerre de Sécession américaine. C'était la Première Guerre mondiale. Et, vous savez, c'est ce que cela a fini par devenir. Donc, quand on présentait la guerre et l'activité russe, en quelque sorte, ce qui motivait les Russes était complètement perdu. Et il était très difficile de trouver quelqu'un à la télévision, au Royaume-Uni — là où je suivais les médias — capable d'exprimer ce point de vue. Nous avons une chance de négocier une sortie de crise et de remplacer Minsk II par quelque chose que les Russes, les Ukrainiens, les Américains et les Européens puissent tous signer. Et, vous savez, je pense que c'est ainsi que nous devrions... vous savez, ce serait une manière plus juste de comprendre ce qui se passait en 2022.

#Glenn

Oui, enfin, je pense que c'est courant dans toutes les guerres, et dans tous les camps. Pendant les guerres, comme vous l'écrivez, les colombes se taisent et les faucons deviennent très bruyants, parce que soudainement, être agressif devient, vous savez, la chose patriotique à faire. Donc, j'ai constaté que si vous soutenez qu'il s'agissait d'une guerre limitée... Encore une fois, ils ne sont pas entrés en 2022 avec cent mille hommes pour occuper tout un pays de, vous savez, trente-cinq à quarante millions d'habitants. Rien de tout cela n'a de sens. Mais, encore une fois, tous les éléments indiquent qu'ils voulaient imposer une paix organisée autour de la neutralité, ce qui, là encore, est cohérent avec l'idée de sphère d'influence.

Mais encore une fois, si tout est rejeté ou accepté selon que cela est perçu comme légitimant ou délégitimant, on ne peut pas faire avancer cet argument. Mais comme vous l'avez dit, c'est important de le reconnaître. Reconnaître que ce n'était pas censé être une guerre. C'était censé être ce que les Russes appellent une opération militaire spéciale. Ce n'est pas seulement un concept de propagande. Cela est aussi censé indiquer que, par nature, l'opération est limitée. Vous savez, c'est important pour évaluer leurs intentions. Et une fois qu'on reconnaît leurs intentions, leurs motivations, on voit clairement ce qui serait nécessaire dans un véritable accord de paix. Mais oui, c'est pareil pour les règles d'une guerre par procuration.

J'ai trouvé intéressant ce que vous avez dit. Vous savez, c'est l'idée qu'on se bat simplement dans un espace restreint, avec des règles clairement établies. L'une des choses qui m'a un peu surpris au cours des quatre ans et demi écoulés, c'est la façon dont les règles des guerres par procuration ont changé. Je veux dire, il y a quatre ans et demi, la plupart des pays européens auraient dit : « Nous ne fournissons pas d'armes à des pays en guerre, parce que cela fait de nous des participants. » Si vous avancez aujourd'hui l'idée que vous devenez participant en envoyant des armes, c'est presque considéré comme de la trahison. Pourtant, c'était une position courante il y a seulement quatre ans et demi. On voit donc à quel point les choses changent. Et maintenant, oui, dans cette guerre par procuration, en substance, le mandataire est en train de disparaître.

Mais oui, j'avais juste une dernière question. Si, encore une fois, l'objectif principal est d'amener la Russie à la table des négociations en intensifiant les attaques en Israël, comment la Russie va-t-elle réagir à cela ? Parce que, selon moi, elle a deux options. Soit elle cède à la pression. Mais c'est très difficile s'il n'y a aucune paix acceptable sur la table, à part ce qui revient essentiellement à une capitulation dans une guerre existentielle pour elle. Soit l'alternative, c'est l'escalade. Et vous savez, j'ai l'impression qu'en Russie aujourd'hui, beaucoup s'inquiètent de voir que toute la retenue de Moscou est interprétée comme une faiblesse en Occident.

Et par conséquent, la dissuasion russe a commencé à s'éroder car, là encore, les règles de la guerre par procuration ont changé. Comment voyez-vous les choses évoluer ? Parce qu'à la lumière des événements récents, on voit que Kyiv brûle aujourd'hui. Les Russes la ciblent d'une manière bien plus brutale que par le passé. Ils mettent en place des blocus navals, toutes sortes de mesures qu'ils auraient pu prendre auparavant, mais qu'ils n'avaient pas prises. Donc, là encore, on a l'impression qu'ils ne frappent pas encore l'OTAN, mais certaines voix plaident très fortement en faveur de cela. Alors, comment voyez-vous ce calcul s'inscrire dans cette stratégie ? Je veux dire, si l'on frappe profondément en Russie, est-ce que cela amènera les Russes à la table des négociations, ou est-ce que cela les poussera à l'escalade ? Comment voyez-vous la situation évoluer ?

#Matthew Blackburn

Eh bien, je pense qu'il faut reconnaître que c'est une stratégie légitime pour l'Ukraine de mener des frappes en profondeur et d'essayer cette option, compte tenu de l'importance centrale, et inattendue, des drones dans la guerre contemporaine. Cela n'avait pas été compris en février deux mille vingt-deux. Ils sont capables de tenir les lignes bien plus longtemps que quiconque ne l'aurait imaginé, et ils sont désormais capables d'infliger ce coût. Et si vous êtes les Européens ou les Ukrainiens, c'est peut-être la meilleure carte qu'ils puissent jouer. Et cela montre un front uni. Cela montre que, vous savez, ils ne sont pas faibles. Ils ne renoncent pas. Ils ne sont pas lâches. Ils ne sont pas prêts à capituler. Or, c'est ce qu'il ne faut pas montrer si l'on entre en négociations.

C'est donc une approche légitime pour entamer des négociations. Cela peut être une manière légitime d'aborder des négociations, à condition d'y ajouter deux autres éléments. D'abord, une véritable diplomatie. Comme vous le savez, cela veut dire mettre les gens dans une pièce et discuter, faire des allers-retours, en écartant les idéologues et les grandes gueules. On ne peut pas avoir Kallas dans la pièce, pas plus qu'on ne peut y avoir Maria Zakharova. Il faut faire venir, du côté russe, quelqu'un que les Européens considèrent comme raisonnable et intéressé par la paix. Et il faut la même chose du côté européen.

Et ils doivent trouver un accord qui soit, au fond, une concession mutuelle. La Russie doit céder quelque chose. Et, vous savez, ce qu'elle veut avant tout, c'est la neutralité. Elle ne veut aucune force de l'OTAN. Elle veut une architecture de sécurité. C'est donc une chose qu'ils doivent faire. Et ils peuvent le faire tout en continuant à se battre, tout en menant des frappes en profondeur. C'est ainsi que la guerre de Corée s'est terminée. Ça s'appelle se battre et discuter. Ce n'est pas un

problème. Enfin, je ne suis pas forcément... je ne m'en réjouis pas. Je ne suis pas, vous savez... je ne saute pas de joie quand je vois des choses exploser en Russie et en Ukraine. Bien sûr que non. C'est tout le contraire.

Mais ça, c'est une chose. L'autre, c'est de concilier la dissuasion avec la réassurance. Aujourd'hui, la dissuasion est partout dans le discours occidental, dans le discours européen sur la Russie. Et plus on va vers l'est, plus on va vers le nord et l'est, dans les pays baltes, en Pologne et dans les pays nordiques, plus le discours sur la dissuasion est très, très présent. Mais la réassurance est très importante. Et c'est cela qu'il faut mettre en place : des canaux discrets de réassurance. Les États européens se réunissent et envoient certains signaux pour rassurer la Russie : nous n'allons pas faire cela, nous ne voulons pas le faire, et nous ne voulons pas que vous le fassiez.

Les canaux officiels devraient servir à gérer les situations d'urgence et à éviter les crises, avec des lignes directes. Vous savez, par exemple, en ce moment, je ne vois même pas clairement qui, du côté européen, pourrait rassurer, ni avec quelle autorité il le ferait. Trump peut le faire. Les Américains le font. Oui, ils le peuvent. Dès demain, ils peuvent le faire. Ils le font. Je pense qu'ils ont rassuré la Russie à plusieurs reprises, et ça a marché. Ainsi, Poutine ne se sent pas face à une Amérique prête à intervenir et à faire quelque chose qui provoquerait, vous savez, une énorme escalade. Donc, ces éléments-là : rassurer, pas publiquement, peut-être par des canaux officiels, en plus de la diplomatie et de la pression. Ça pourrait fonctionner. Mais je crains que ces deux premiers éléments ne soient pas en place, et que tout ce qu'on ait, ce soit : augmentons la pression et voyons jusqu'à quel point Poutine peut supporter la chaleur avant de quitter la cuisine.

#Glenn

Eh bien, le combat et le dialogue, c'est un bon point. C'est assez étrange en ce moment, surtout avec tout ce dont les Américains parlent depuis que Trump est arrivé au pouvoir. Pas forcément pour aller quelque part, mais pour l'Union européenne, cette idée qu'on ne va pas parler du tout aux Russes. Pourtant, il faut mettre fin à la guerre, et la seule façon d'y parvenir, c'est un cessez-le-feu inconditionnel. Donc, on ne parlera pas. L'idée qu'on ne puisse pas recourir à la diplomatie avant que la guerre soit terminée, qu'en substance parler à l'autre camp soit désormais une condition préalable pour mettre fin à la guerre, c'est assez étrange.

On pourrait espérer que, même si l'Union européenne n'est pas prête à mettre fin à la guerre, si les Russes ne sont pas prêts à y mettre fin, ou les Ukrainiens, au moins, on voudrait envoyer ses représentants dans la capitale de son adversaire pour parvenir à une certaine compréhension commune. Ainsi, dès qu'une occasion de paix se présente, on dispose d'un cadre de base. Ça paraît vraiment très étrange de ne rien avoir du tout. Mais bon, comme je l'ai dit, c'est une guerre étrange, en effet. Quoi qu'il en soit, avant de vous laisser partir, je voulais vous demander : où est-ce que les gens peuvent vous trouver et suivre votre travail ?

#Matthew Blackburn

Ils peuvent me trouver sur Twitter, mais aussi sur Google Scholar et sur mes pages Academia. Ils pourront également y retrouver l'ensemble de mes travaux universitaires.

#Glenn

Parfait. Eh bien, je laisserai un lien dans la description, et merci beaucoup pour votre temps.

#Matthew Blackburn

Merci beaucoup, Glenn.